

L'INSIDE TRACK

INFORMATIONS CONCISES SUR LA PROCHAINE SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

L'Inside Track CDH63 : la 63e session
du Conseil des droits de l'homme

Du lundi 7 septembre 2026 au mercredi 7 octobre 2026
(session de 4.5 semaines) dans la Salle des Assemblées.

PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE
UNITED NATIONS | GENEVA



UNIVERSAL RIGHTS GROUP



Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, s'exprimant lors de l'ouverture du Segment de haut niveau de la 61e session du Conseil des droits de l'homme, Palais des Nations, Genève, Suisse - 23 février 2026.

UN Photo by Violaine Martin

EN BREF

- Le **7 septembre**, S.E. M. Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ouvrira la session avec la présentation de son rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le monde. Cette mise à jour orale servira de base pour un dialogue interactif renforcé le **7 septembre**.
- Au cours de la session, le Conseil examinera les rapports portant sur les situations de pays spécifiques préparés par le Haut-Commissaire et le Secrétaire général concernant, entre autres : le **territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-est**; le **Myanmar**; le **Nicaragua**; les **Îles Marshall**; le **Yémen**; la **Somalie**; le **Cambodge**; et la **République démocratique du Congo**.
- De plus, le Haut-Commissaire fera des comptes-rendus oraux sur les situations des droits de l'homme à **El Obeid (Kordofan du Nord, Soudan)** et en **Haïti**.
- Le Conseil examinera également les rapports du Haut-Commissaire et du Secrétaire général portant sur un certain nombre de questions **thématiques**, y compris:
 - Le droit au développement.
 - Les droits des peuples autochtones ([rapport du HC](#)).
 - Impact du recours aux actions en justice stratégiques contre la participation publique sur la jouissance et la réalisation des droits de l'homme, notamment le droit à la liberté d'opinion et d'expression.
 - Terrorisme et droits de l'homme.
 - Impact des problèmes de santé mentale sur la jouissance des droits de l'homme des jeunes.
 - Protéger les défenseurs des droits de l'homme à l'ère du numérique.
 - Voies d'action pour mobiliser des financements climatiques suffisants et défis et opportunités associés à la pleine réalisation des droits humains pour tous.
 - Meilleures pratiques et principaux défis en matière de promotion et de protection des droits humains des femmes et des enfants en situation de conflit et post-conflit.
 - Défis liés aux droits humains dans la lutte contre tous les aspects du problème mondial de la drogue, en particulier l'impact des politiques en matière de drogues sur les droits des femmes et des filles.
 - Institutions nationales des droits de l'homme ([rapport du SG](#)).
 - Pratiques et mesures éducatives visant à prévenir le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.
 - Prévention du génocide.

- Le Conseil tiendra **19 dialogues interactifs avec des titulaires de mandat au nom des Procédures Spéciales**, dont **14 thématiques** sur : un ordre international démocratique et équitable ; mesures unilatérales coercitives ; les droits des personnes âgées ; formes contemporaines d'esclavage et la traite de personnes ; produits et déchets dangereux ; droits à l'eau et à l'assainissement ; mercenaires ; disparitions forcées ou involontaires ; détention arbitraire ; vérité, justice, réparation et garanties de non-répétition ; droits des paysans ; droits des peuples autochtones ; et personnes d'ascendance africaine ; ainsi que sur la situation des droits de l'homme dans **5 pays**, dont l'Afghanistan ; la Fédération de Russie ; le Burundi ; la République centrafricaine ; et le Cambodge.
- De plus, le Conseil tiendra des dialogues interactifs avec **huit organismes d'enquête** : la Mission internationale d'établissement des faits pour le **Soudan** ; le Mécanisme d'enquête indépendant pour le **Myanmar** ; la Commission d'enquête internationale indépendante sur la **République arabe syrienne** ; le Groupe d'experts sur la situation des droits de l'homme au **Bélarus** ; la Mission internationale d'établissement des faits sur la **République bolivarienne du Venezuela** ; la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'**Ukraine** ; la Mission internationale d'établissement des faits sur la **République islamique d'Iran** ; et le Groupe d'experts des droits de l'homme sur le **Nicaragua**.
- Conformément à la décision du Président [PRST/OS/19/1](#) du 17 décembre 2025, les rapports et mises à jour orales du Haut-Commissaire, du Secrétaire général et des organes subsidiaires présentés lors du CDH62 seront examinés lors du débat général du CDH63.
- Selon la réunion d'organisation du CDH63, il est prévu que le Conseil se prononce sur environ **31** projets de résolution. La date limite de dépôt des projets de résolutions a été fixée à **13 heures le jeudi 24 septembre**.
- Le Conseil adoptera les rapports finaux de l'Examen Périodique Universel (EPU) de 15 États : [Belgique](#) ; [Danemark](#) ; [Estonie](#) ; [Îles Salomon](#) ; [Lettonie](#) ; [Mozambique](#) ; [Namibie](#) ; [Nicaragua](#)¹ ; [Niger](#) ; [Palaos](#) ; [Paraguay](#) ; [Seychelles](#) ; [Sierra Leone](#) ; [Singapour](#) ; et la [Somalie](#).
- Il est prévu que le Conseil nomme **sept** titulaires de mandat, y compris le Rapporteur spécial sur les droits à l'eau et à l'assainissement ; le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée ; deux membres du Groupe de travail sur la détention arbitraire (un d'Afrique et un d'Amérique latine et Caraïbes) ; un membre du Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles (d'Amérique latine et Caraïbes) ; un membre du Groupe de travail sur l'utilisation des mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (d'Asie-Pacifique) ; et un membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (d'Afrique). Le 10 août 2026, le Président a publié le rapport du Groupe consultatif concernant les six premiers postes. Plus d'informations sur les nominations à venir et les candidats sont disponibles [ici](#).
- Le 10 septembre est un jour férié des Nations Unies; aucune réunion officielle n'aura lieu ce jour-là.

Pour consulter le programme de travail complet du CDH63, veuillez cliquer [ici](#).

MODALITÉS POUR LA 63e SESSION

- Pour les **États** : l'inscription à la liste des orateurs pour tous les dialogues interactifs et les tables rondes ouvrira le **lundi 31 août à 10h et se clôturera 24 heures avant le début du débat concerné**. La liste sera définitivement close environ 15 minutes après le début de chaque débat. Après la clôture de l'inscription en ligne, les délégations pourront encore s'inscrire ou se retirer en envoyant un courriel à l'adresse : OHCHR-hrclistofspeakers@un.org. L'inscription à la liste des orateurs pour l'adoption des résultats de l'EPU ouvrira le **lundi 14 septembre à 9h et terminera le jeudi 17 septembre à 18h**. Aucune inscription ne sera possible après cette date.
- Pour les **institutions nationales des droits de l'homme (INDH), les organisations non gouvernementales (ONG) et les peuples autochtones** : la liste des orateurs pour tous les débats de la session ouvrira le **mardi 1 septembre à 14h**. Les INDH dotées du statut « A » et les ONG bénéficiant du statut consultatif auprès de l'ECOSOC pourront faire leurs déclarations en personne ou via des déclarations vidéo préenregistrées, pour tous les dialogues interactifs, les panels et les adoptions de l'EPU. L'inscription, le choix du mode

de participation et le téléversement des déclarations vidéo pour les ONG se feront également via la plateforme « Events » (<https://events.ohchr.org>). Le téléversement des transcriptions est obligatoire, quelle que soit la méthode de participation. Les participants en personne doivent téléverser la transcription au plus tard à 18h le jour ouvrable précédant le débat. Les participants via déclaration vidéo doivent téléverser la vidéo accompagnée de la transcription avant cette même échéance, ce qui constitue leur confirmation de participation.

- Mesures extraordinaires proposées pour le reste de l'année 2026 :

- Le temps de parole lors des débats généraux du CDH63 sera 1 minute et 30 secondes pour tous les intervenants.
- La durée des dialogues interactifs et des dialogues interactifs renforcés pendant le CDH63 (sauf pour celui avec le Haut-Commissaire sur son rapport annuel) sera limitée à 1h30, répartie comme suit : 15 minutes pour les titulaires de mandat ; 1 heure pour les États ; 15 minutes pour les ONG.

MESURES VISANT À AIDER LES PETITES DÉLÉGATIONS PENDANT LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Le service d'assistance du CDH pour les PEID et les PMA a pour objectif de faciliter virtuellement la compréhension des questions soulevées au Conseil des droits de l'homme et de renforcer la participation des délégués des petits États à la session. Le service d'assistance peut être contacté avant, pendant et après la session, par courriel à l'adresse hrcdesksmallpm@ohchr.org ou par téléphone/WhatsApp au +41 (0) 79 500 00 32. Le Secrétariat du Fonds d'affectation spéciale pour les PMA et les PEID est également disponible pour organiser des réunions en personne ou des consultations virtuelles, sur demande.

L'utilisation de l'outil en ligne E-Delegate permet de faciliter le travail des délégués sur les projets de résolution durant la session du CDH. Cet outil permettra notamment aux délégués de faire circuler, soumettre et coparrainer des résolutions. Il est accessible via ce [lien](#).

L'application et site web Sched (<https://hrc63.sched.com>) fournit des détails sur les réunions plénières ainsi que d'autres réunions prévues en parallèle à la session du CDH au Palais des Nations. Veuillez noter que les informations relatives aux réunions peuvent être modifiées et mises à jour en temps réel. Les délégations pourront continuer à utiliser Sched pour personnaliser leurs agendas et les synchroniser avec leurs calendriers.

TABLES RONDES

Six tables rondes sont prévues pendant le CDH63:

1. **Réunion-débat sur la promotion et la protection des droits économiques, sociaux et culturels dans le contexte de la lutte contre les inégalités** (9 septembre ; [note conceptuelle](#))
2. **Réunion-débat biennale sur le droit au développement**
Thème : *Commémoration du quarantième anniversaire de la Déclaration sur le droit au développement* (11 septembre ; [note conceptuelle](#)).
3. **Réunion-débat de haut niveau sur le quinzième anniversaire de la Déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation des droits de l'homme** (15 septembre ; [note conceptuelle](#))
4. **Réunion-débat de haut niveau sur le sixième anniversaire des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme: universalité, indivisibilité et interdépendance de tous les droits de l'homme** (17 septembre ; [note conceptuelle](#))

5. Réunion-débat annuelle sur les droits des peuples autochtones

Thème : 'Convention pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel: droits et participation des peuples autochtones' (23 septembre ; [note conceptuelle](#)).

6. Discussion annuelle sur l'intégration d'une perspective de genre dans les travaux du Conseil des droits de l'homme et ceux de ses mécanismes

Thème : 'Des stéréotypes de genre à la discrimination structurelle : renforcer la réponse du Conseil des droits de l'homme' (29 septembre ; [note conceptuelle](#)).



Sidharto R. Suryodipuro, Président du Conseil des droits de l'homme, Discussion informelle de haut niveau, 20e anniversaire du Conseil des droits de l'homme, Palais des nations. 19 juin 2026.

UN Photo par Violaine Martin

QU'EST-CE QUI SERA PUBLIÉ ?

Au cours de la 63e session du Conseil des droits de l'homme, les États examineront **86** rapports du Secrétaire général, du Haut-Commissaire et de son Bureau, des titulaires de mandat des Procédures spéciales, et des Organismes d'enquête mandatés par le Conseil.² Ces rapports des Nations Unies, commandés dans le cadre des résolutions antérieures, seront disponibles [ici](#).

« L NUMBER » – PROJETS DE RÉOLUTION ET AUTRES TEXTES AU CDH63³

Selon les annonces faites pendant la réunion d'organisation de la 63e session du Conseil des droits de l'homme et informations reçues séparément, **31** projets de résolution devraient être présentés. Avant d'être adoptés, ces textes feront l'objet d'au moins une série de consultations informelles avec les délégations intéressées.



Discussion informelle de haut niveau, 20e anniversaire du Conseil des droits de l'homme, Palais des nations. 19 juin 2026.

UN Photo par Violaine Martin

RÉSOLUTIONS PAR PAYS

	OBJET DE LA RÉOLUTION	SPONSOR(S) PRINCIPAL(AUX)	POINT DE L'ORDRE	HISTORIQUE DES VOTES ⁴
1	<u>Faire face à la crise humanitaire et des droits de l'homme causée par le conflit armé en cours au Soudan</u>	Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Allemagne, Irlande, Norvège, Pays-Bas	2	Vote (<u>24-11-12</u>)
2	<u>Situation des droits de l'homme en Afghanistan</u>	Union européenne	2	Consensus
3	<u>Situation des droits de l'homme au Burundi</u>	Union européenne	4	Vote (<u>23-9-15</u>)
4	<u>Situation des droits de l'homme dans la Fédération de Russie</u>	Union européenne	4	Vote (<u>20-8-18</u>)

	OBJET DE LA RÉSOLUTION	SPONSOR(S) PRINCIPAL(AUX)	POINT DE L'ORDRE	HISTORIQUE DES VOTES
5	<u>Situation des droits de l'homme en République bolivarienne du Venezuela</u>	Chili, Argentine, Equateur, Guatemala, Paraguay, Uruguay	4	Vote (<u>23-6-18</u>)
6	<u>Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Yémen</u>	Soudan (au nom du Groupe des États arabes)	10	Consensus
7	<u>Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République démocratique du Congo</u>	République démocratique du Congo	10	Consensus
8	<u>Assistance technique et renforcement des capacités pour faire face aux incidences sur les droits de l'homme des essais nucléaires menés dans les Îles Marshall</u>	Îles Marshall, Fidji, Micronésie (États fédérés de), Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Vanuatu	10	Consensus
9	<u>Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République centrafricaine</u>	Kenya (au nom du Groupe africain)	10	Consensus

RÉSOLUTIONS THÉMATIQUES

	OBJET DE LA RÉSOLUTION	SPONSOR(S) PRINCIPAL (AUX)	POINT DE L'ORDRE	PÉRIODICITÉ	HISTORIQUE DES VOTES ⁵
1	<u>Promouvoir l'accessibilité aux fins du plein exercice par tous de tous les droits de l'homme</u>	Chine, Cameroun, Honduras, Pakistan, Türkiye	3	Biennale	Consensus
2	<u>Mandat d'Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable</u>	Cuba	3	Triennale	Vote (<u>31-13-3</u>)
3	Améliorer l'accès égal des enfants à une alimentation nutritive adéquate	Indonésie	3	Nouvelle initiative	N/A
4	<u>Mandat de Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux</u>	Kenya (au nom du Groupe africain)	3	Triennale	Consensus

	OBJET DE LA RÉOLUTION	SPONSOR(S) PRINCIPAL (AUX)	POINT DE L'ORDRE	PÉRIODICITÉ	HISTORIQUE DES VOTES
5	<u>Mandat du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'élaborer le contenu d'un cadre réglementaire international relatif à la réglementation, à la supervision et au contrôle des activités des sociétés militaires et de sécurité privées</u>	Kenya (au nom du Groupe africain)	3	Triennale	Consensus
6	<u>Les jeunes et les droits de l'homme</u>	El Salvador, Côte d'Ivoire, Egypte, France, Grèce, Italie, Maroc, les Philippines, Portugal, Ouzbékistan, République de Moldova, Roumanie, Tunisie	3	Biennale	Consensus
7	Implications de l'intelligence artificielle sur la promotion et la protection des droits de l'homme	Bangladesh, Égypte, Népal et autres	3	Nouvelle initiative	N/A
8	<u>Droits de l'homme et peuples autochtones</u>	Guatemala, Mexique	3	Annuelle	Consensus
9	<u>Droits de l'homme et mesures coercitives unilatérales</u>	Ouganda (au nom du Mouvement des non-alignés)	3	Triennale	Vote (32-13-2)

	OBJET DE LA RÉSOLUTION	SPONSOR(S) PRINCIPAL (AUX)	POINT DE L'ORDRE	PÉRIODICITÉ	HISTORIQUE DES VOTES
10	<u>Le droit au développement</u>	Ouganda (au nom du Mouvement des non-alignés)	3	Annuelle	Vote (<u>28-14-5</u>)
11	<u>Droits humains des migrants</u>	Mexique	3	Biennale	Consensus
12	<u>Effets des mines antipersonnel sur la pleine jouissance de tous les droits de l'homme</u>	Algérie, Croatie, Mozambique, Pérou, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Vanuatu	3	Première adoption en mars 2025	Consensus
13	<u>Le rôle d'une bonne gouvernance dans la promotion et la protection des droits de l'homme</u>	Pologne, Afrique du Sud, Australie, Chili, République de Corée	3	Biennale	Consensus
14	<u>Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition</u>	Suisse, Maroc	3	Triennale	Consensus
15	<u>Droits de l'homme et justice transitionnelle</u>	Suisse	3	Dernièrement adoptée en 2022	Consensus
16	Renforcer la coopération internationale pour promouvoir et protéger les droits des femmes et des filles dans le contexte des technologies numériques	Arménie	3	Nouvelle initiative	N/A

	OBJET DE LA RÉSOLUTION	SPONSOR(S) PRINCIPAL (AUX)	POINT DE L'ORDRE	PÉRIODICITÉ	HISTORIQUE DES VOTES
17	<u>Lutter contre le cyberharcèlement</u>	Argentine, Allemagne, Grèce	3	Biennale	Consensus
18	<u>Droits humains à l'eau potable et à l'assainissement</u>	Espagne, Allemagne	3	Annuelle	Consensus
19	<u>Disparitions forcées ou involontaires</u>	France, Argentine, Japon, Maroc	3	Triennale	Consensus
20	<u>Institutions nationales des droits de l'homme</u>	Australie, Timor-Leste	8	Biennale (destinée à devenir Triennale)	Consensus
21	<u>Mandat du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine</u>	Kenya (au nom du Groupe africain)	9	Triennale	Consensus
22	<u>De la rhétorique à la réalité : appel mondial pour une action concrète contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée</u>	Kenya (au nom du Groupe africain)	9	Annuelle	Consensus

LES MÉCANISMES DU CONSEIL

PROCÉDURES SPÉCIALES

14 titulaires de mandats thématiques au nom des Procédures spéciales (rapporteurs spéciaux, experts indépendants et groupes de travail) présenteront leurs rapports (y compris des rapports de missions par pays) et mèneront des dialogues interactifs lors du CDH63. Par ailleurs, **5** titulaires de mandats portant sur des situations par pays présenteront leurs rapports sur les situations des droits de l'homme dans les pays concernés et sur leurs dialogues avec les États concernés.

MANDATS PAR PAYS

MANDAT		PRÉSENTATION DE RAPPORTS ET DIALOGUES INTERACTIFS ⁶
1	<u>Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan</u>	7 septembre
2	<u>Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi</u>	18 septembre
3	<u>Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans la Fédération de Russie</u>	21 septembre
4	<u>Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine</u>	1 octobre
5	<u>Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge</u>	2 octobre

MANDATS THÉMATIQUES

MANDAT		PRÉSENTATION DE RAPPORTS/MISES À JOUR ORALES ET DIALOGUES INTERACTIFS ⁷	RAPPORTS DE MISSION PAR PAYS
1	<u>Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable</u>	8 septembre	<u>Islande</u>
2	<u>Rapporteur spécial sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme</u>	8 septembre	<u>Cuba</u>
3	<u>Expert indépendant sur les droits des personnes âgées</u>	9 septembre	N/A
4	<u>Rapporteur spécial sur les formes d'esclavage contemporaines et la traite des personnes</u>	9 septembre	<u>Brésil</u>
5	<u>Rapporteur spécial sur le droit au développement</u>	11 septembre	<u>Allemagne</u>
6	<u>Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux</u>	11 septembre	<u>Mexique</u>
7	<u>Rapporteur spécial sur les droits à l'eau et à l'assainissement</u>	14 septembre	<u>Egypte</u>

MANDAT	PRÉSENTATION DE RAPPORTS/MISES À JOUR ORALES ET DIALOGUES INTERACTIFS	RAPPORTS DE MISSION PAR PAYS
8	<u>Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes</u>	14 septembre
9	<u>Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires</u>	14 septembre
10	<u>Groupe de travail sur la détention arbitraire</u>	15 septembre
11	<u>Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice et de la réparation et des garanties de non-répétition</u>	15 septembre
12	<u>Groupe de travail sur les paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales</u>	16 septembre
13	<u>Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones</u>	23 septembre
14	<u>Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine</u>	30 septembre

EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL

Les rapports finaux de l'EPU de 15 États seront examinés en vue de leur adoption par le Conseil (prévu du 24 au 28 septembre) :

- [Belgique](#) ;
- [Danemark](#) ;
- [Estonie](#)* ;
- [Îles Salomon](#) ;
- [Lettonie](#) ;
- [Mozambique](#) ;
- [Namibie](#) ;
- [Nicaragua](#) ;
- [Niger](#) ;
- [Palaos](#) ;
- [Paraguay](#) ;
- [Seychelles](#) ;
- [Sierra Leone](#) ;
- [Singapour](#) ;
- [Somalie](#).

*Membre du Conseil

FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR LES PMA/PEID

Le Fonds d'affectation spéciale visant à garantir la participation des PMA et des PEID aux travaux du Conseil, créé en 2012, soutiendra la participation de 6 délégués (3 femmes et 3 hommes) au CDH63. Ils viennent de :

- Angola*
- Barbade
- Bénin
- Cambodge
- Jamaïque
- Îles Marshall*

* Membres du Conseil

THÈMES LES PLUS COURANTS AU CDH63*



*Sur la base de l'ensemble des résolutions annoncées, des dialogues interactifs, des tables rondes et des rapports.

ENDNOTES

1. L'examen du rapport final de l'EPU pour le Nicaragua a été reporté de la 60e à la 63e session.
2. De plus, le Conseil examinera et adoptera 15 rapports finaux du Groupe de travail sur l'Examen Périodique Universel.
3. Lorsqu'ils sont présentés au Conseil, les projets de résolution (et autres textes) se voient attribuer un 'numéro L.'
4. Résultats du vote lors de la dernière adoption de la résolution par le Conseil. Les résultats du vote sont présentés sous la forme (OUI - NON - ABSTENTION).
5. Résultats du vote lors de la dernière adoption de la résolution par le Conseil. Les résultats du vote sont présentés sous la forme (OUI - NON - ABSTENTION).
6. Dates susceptibles d'être modifiées.
7. Dates susceptibles d'être modifiées.

PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE
UNITED NATIONS | GENEVA



UNIVERSAL RIGHTS GROUP

Le contenu de ce document ne représente pas la position officielle de la Mission permanente de Singapour.